

Haïti : les fondations d'un avenir meilleur



© C. Smets/La Boîte à Images

Edito

A quelques kilomètres des grands travaux publics haïtiens de reconstruction en cours, des dizaines d'associations, des milliers de paysans travaillent d'arrache-pied à une « reconstruction alternative ».

Un chantier bien plus impressionnant, bien moins cher et pourtant beaucoup plus vital pour l'ensemble de la population : reconquérir, dans les campagnes, la souveraineté alimentaire du pays ! En effet, rappelons qu'au début des années '80, **Haïti était auto-suffisant sur le plan alimentaire** mais que suite à des accords de libre-échange avec le puissant voisin nord-américain, **la production alimentaire nationale ne couvre aujourd'hui plus que 40% de la demande**. Conséquence : des milliers de paysans, poussés à la faillite à cause de la concurrence avec des produits importés, ont fui les campagnes et se sont entassés dans les bidonvilles où ils ont été frappés en masse par le séisme du 12 janvier 2010.

Comme le dit notre partenaire local Ricot Jean-Pierre (PAPDA), « *l'ampleur de la catastrophe est la conséquence directe de politiques qui ont abandonné les campagnes* ».

A charge donc pour les dirigeants haïtiens actuels de ne pas commettre les mêmes erreurs ! Le peuple haïtien n'a pas besoin de ministères dernier cri mais d'un soutien sans faille en faveur de celles et ceux qui nourrissent Haïti. Comme le dit le dicton populaire, « *c'est seulement si la campagne vit que la ville mange !* »

■ **François Letocart**
Chargé de communication



Interview : Ricot Jean-Pierre

Les associations haïtiennes : engagées dans la reconstruction

Ricot Jean-Pierre travaille à la Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA) en tant que directeur de programme. Il coordonne le programme de relèvement d'Haïti soutenu par Entraide et Fraternité¹, qui implique cinq organisations de la société civile haïtienne.

Cette association développe des activités avec des organisations de base et vise la transformation en profondeur des politiques publiques haïtiennes en faveur des communautés paysannes.



Ricot Jean-Pierre : « Le 12 janvier 2012 a réveillé notre solidarité haïtienne »

Juste Terre ! : Au lendemain du séisme du 12 janvier 2010, vous avez mis en place un « programme alternatif » de relèvement d'Haïti avec différents partenaires associatifs. En quoi consiste ce projet ?

Ricot Jean-Pierre : La catastrophe a causé beaucoup de tristesse mais elle a aussi suscité de la solidarité parmi la population haïtienne, notamment dans les premiers moments qui ont suivi le drame. Cela a engendré une réflexion au niveau des organisations du mouvement social pour essayer de mettre en place **une reconstruction du pays basée sur les forces des gens et non pas sur l'aide internationale**. Nous avons lancé un ensemble de projets et d'activités en milieu rural avec la participation d'associations de base, qui ont décidé des objectifs du programme. Celui-ci comprend deux volets : l'appui à des programmes d'économie solidaire qui visent à apporter une nouvelle dynamique de solidarité au sein des communautés paysannes et la mise en place d'un plaidoyer qui dénonce les dérives de la reconstruction mise en œuvre par l'État et les institutions internationales. Le premier volet vise, entre autres, à renforcer la capacité de la paysannerie à répondre aux défis de la souveraineté alimentaire.

Juste Terre ! : Pouvez-vous donner des exemples d'initiatives qui ont avancé concrètement ?

Ricot Jean-Pierre : Dans les zones où nous sommes intervenus, on a réussi à augmenter de 45% à 55% les stocks de semences et ce, uniquement à partir des récoltes locales !

Une association de producteurs de la région de Limonade (APWOLIM) a, par exemple, augmenté de 55% ses stocks de semences d'ignames. Or, l'igname est une semence très chère : une « charge » (10 kg) coûte environ 250 dollars. Quand on arrive à récolter 5-6 « charges », cela fait donc une économie considérable (près de 1500 \$) pour tous les paysans !

Grâce à cet argent épargné, les paysans ont construit un local pour leur association et ont aussi réussi à payer une formation à certains de leurs cadres.

Dans d'autres endroits, c'est à partir de ces fonds que les paysans arrivent à répondre à leurs besoins sociaux : payer leurs soins de santé, la scolarité de leurs enfants, etc.

Juste Terre ! : Il n'y a pas que les semences...

Ricot Jean-Pierre : Oui, on a aussi augmenté la quantité de bétail disponible grâce au système du « passé-cadeau » : un bénéficiaire reçoit une chèvre ou une vache, il la garde jusqu'à ce qu'il en tire trois portées, puis il la remet à quelqu'un d'autre avec la troisième portée et ainsi de suite.

C'est une rotation permanente qui peut durer plus de dix ans et qui finit par profiter à l'ensemble des membres de la communauté. Et c'est important pour les gens que de pouvoir disposer de ces animaux : une vache coûte environ 500-550 \$ US et une chèvre entre 80 et 90 \$ US. Or, le revenu mensuel du paysan tourne autour des 50 \$ US !

Juste Terre ! : La vie est-elle plus difficile pour les gens depuis le tremblement de terre ?

Ricot Jean-Pierre : Au niveau du pays, la situation est de plus en plus difficile. Malgré les discours du Fonds Monétaire International et de l'Etat qui parlent d'un bon environnement macro-économique, les conditions de vie des populations se dégradent.

Paradoxalement, il y a une amélioration nette des conditions de vie des bénéficiaires de notre projet de « reconstruction alternative » ! Cela prouve bien que, s'il y avait une politique de l'Etat dans le même sens, on pourrait avoir de meilleures conditions pour l'ensemble de la population. Cette politique devrait aller dans le sens de l'appui aux paysans, de l'aide aux femmes, du développement de l'élevage, du soutien à la pro-

duction, de l'octroi de crédits, de l'organisation de la formation, de la redistribution des terres, etc. C'est pourquoi le volet plaidoyer de notre programme est tellement fondamental ! Les paysans se sentent vraiment abandonnés par l'Etat.

Juste Terre ! : Existe-t-il un conflit pour la terre en Haïti ?

Ricot Jean-Pierre : Oui car la politique de l'Etat, c'est de céder les bonnes terres à des entrepreneurs ou à des multinationales afin d'y implanter des zones franches. Dernier exemple en date : en 2012, on a inauguré le parc industriel de Caracole, qui se situe dans une plaine très fertile. Ici, les terres agricoles ont été cédées à une entreprise coréenne ! Ils ont pris la zone et en ont expulsé les paysans qui se retrouvent aujourd'hui dans la misère.



Reconstruire : oui, mais avec les paysans !

© C. Smets/La Boîte à Images

Juste Terre ! : Qu'avez-vous appris personnellement dans ce programme ?

Ricot Jean-Pierre : Je savais que nous étions un peuple solidaire mais je ne le voyais pas à cette échelle ! Le drame du 12 janvier 2010 a permis un sursaut, un réveil de cette solidarité qui reste en nous. Plus que jamais, j'ai la conviction qu'il nous faut construire un Etat sur la base de revendications populaires et pas sur les injonctions des institutions financières internationales.

Propos recueillis par

■ **Claude Mormont** (directeur du Département Partenariat International) avec **François Letocart**

Sandy enfonce Haïti... Une situation alimentaire explosive

C'est une vraie série noire : après le tremblement de terre et le passage de la tempête Isaac en août dernier, c'est l'ouragan Sandy qui s'est abattu sur l'île, dans la nuit du 24 octobre 2012, et qui laisse un lourd bilan : inondations, glissements de terrains, routes et ponts emportés,... L'ouest et le sud du pays ont été les plus touchés. Le bilan officiel fait état de 54 morts, 20 disparus, 100.000 sinistrés, 10.000 maisons endommagées et une quarantaine d'écoles détruites.

Mais, il y a plus grave encore : ces destructions viennent amplifier **une situation alimentaire déjà explosive, en précipitant la population au bord de la famine**. En effet, selon les chiffres du Ministère de l'Agriculture, l'ouragan a détruit les plantations sur 88.000 hectares et causé de lourdes pertes en bétail. Plus de 70% des récoltes dans le sud du

pays sont anéanties et les pertes agricoles totales sont estimées à 120 millions de dollars.

Cette catastrophe se greffe sur **une situation d'augmentation continue des prix des biens de première nécessité** depuis plusieurs mois, ce qui fait que de nombreux agriculteurs pauvres, déjà fragilisés, n'auront tout simplement bientôt plus rien à manger !

Entraide et Fraternité n'entend pas laisser tomber ces associations qu'elle soutient de longue date et qui œuvrent au redressement du pays sur le long terme.

■ **François Letocart**

Réaction

Le paysan haïtien : assisté ou producteur ?

Le 4 juin 2010, environ 10.000 paysans haïtiens manifestaient dans la commune de Hinche, au centre de l'île, pour exprimer leur désaccord avec la politique agricole du gouvernement et, en particulier, avec sa décision d'accepter 475 tonnes de semences offertes par le géant de l'industrie agronomique, Monsanto, dans le cadre d'un programme d'aide à la reprise des activités des agriculteurs après le séisme.

Ces semences de maïs hybrides (non-transgéniques) nécessitent une utilisation d'herbicides et d'engrais bien supérieure à celle nécessaire pour les semences traditionnelles ou autochtones. De plus, seule la première génération est fertile. Si l'habitude est prise de les utiliser, il faudra alors acheter semences, engrais et herbicides auprès de Monsanto.

« **Des semences pour asservir** » ou « **l'aide internationale version Monsanto** »²

Que cherche Monsanto, cette société transnationale impliquée dans de multiples scandales environnementaux et sociaux aux quatre coins du monde ?³

Selon Ricot Jean-Pierre (PAPDA), elle vise à introduire en Haïti une logique de marché qui ne correspond pas à la culture paysanne du pays : « *Les paysans haïtiens ont traditionnellement*

la capacité de produire et de reproduire leurs propres semences, biologiques et locales, à destination de leur famille et du marché de proximité. Monsanto veut intégrer les agriculteurs sur un marché qu'ils ne contrôlent pas en matière de qualité de semence et de prix [et] faire du paysan haïtien un assisté plutôt qu'un producteur ».

Rappelons que le pays était encore autosuffisant sur le plan alimentaire au début des années '80 mais que suite à des accords de libre-échange, la production nationale alimentaire n'arrive plus aujourd'hui qu'à couvrir 40 % de la demande. Le reste provient des importations et de l'aide internationale. Une situation que n'ont fait qu'aggraver le séisme et les récents ouragans. Et que la politique Monsanto va encore accentuer. Alors que le nombre de personnes vivant en situation d'insécurité alimentaire sévère était de 500.000 avant le séisme, il est passé à plus de 2 millions aujourd'hui.

Monsanto force la porte du marché agricole haïtien sous couvert d'aide. Force est de constater, une fois de plus, que résoudre le problème de la faim, ce n'est pas le business des grandes firmes de l'agrobusiness.

■ **François Letocart**

Expo-photos Haïti Kenbe la Ayiti ! Haïti, redresse-toi !



Un an et demi après le terrible séisme qui a ravagé Haïti, le **photographe liégeois Christophe Smets** promène son objectif en ville et à la campagne. Il y prend le pouls d'une population qui se remet en marche. **Une kyrielle de visages d'hommes et de femmes debout malgré les coups du sort.**

Loin des clichés misérabilistes auxquels les grands médias nous ont habitués sur Haïti, les photos de Christophe Smets dévoilent un aspect méconnu de la reconstruction du pays après le séisme : **le travail des associations haïtiennes et le foisonnement d'initiatives émanant de la société civile.**

Haïti panse toujours ses plaies mais se retrouve aussi les manches. Partout, on creuse les fondations d'un avenir meilleur. Entre espoir et résignation, les Haïtiens ont toujours été et continuent d'être les acteurs principaux du devenir de leur pays.

Agenda sur www.entraide.be

Cette expo-photos est une initiative d'Entraide et Fraternité, **soutenue par Wallonie-Bruxelles International**. Accompagnée d'un livret pédagogique, elle sera à découvrir dans de nombreuses localités du pays.



² D'après Benjamin Fernandez, « *Quand Monsanto vient au secours d'Haïti* », in Le Monde Diplomatique, 15 juin 2010.

³ L'entreprise se trouve mise en cause dans plusieurs affaires liées à la contamination de l'environnement par des produits polluants, dont ses herbicides. Elle est, par ailleurs, dénoncée pour avoir contribué à ruiner des dizaines de milliers de paysans dans les pays les plus pauvres, comme l'Inde, où le surendettement des semeurs de coton a entraîné des vagues massives de suicide.

Juste Terre ! Publication commune ENTRAIDE ET FRATERNITÉ et VIVRE ENSEMBLE EDUCATION ASBL

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 - F 02 217 35 59 | entraide@entraide.be | www.entraide.be

Conception - coordination V. Martin, C. Houssiau | **Collaboration** F. Letocart | **Maquette et Impression** Unijep

Éditeur responsable Angelo Simonazzi | **Compte Entraide et Fraternité asbl** - BE68 0000 0000 3434 | **Compte Action Vivre Ensemble asbl** - BE34 0682 0000 0990

Attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.